

## L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE

*Per Pinstrup-Andersen*

*Directeur général*

*Institut international de recherche sur la politique alimentaire*

---

*Per Pinstrup-Andersen, qui dirige l'Institut international de recherche sur la politique alimentaire (IFPRI), était précédemment directeur du Programme de politique en matière de nutrition et d'alimentation à l'université Cornell, dans le New-York. L'IFPRI est un organisme de recherche privé, sans but lucratif, ayant son siège à Washington. Il a été créé en 1975 pour identifier et analyser les mesures permettant de satisfaire de façon durable les besoins alimentaires du monde en voie de développement. Il est l'un des seize organismes internationaux de recherche financés par le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale.*

- Environ 800 millions de personnes n'ont pas accès à suffisamment de vivres pour mener une existence saine et productive.
- Environ 185 millions d'enfants d'âge préscolaire, soit un tiers des enfants d'âge préscolaire des pays en voie de développement, souffrent de malnutrition.
- Près de 100 millions de ces enfants vivent en Asie du Sud et 30 millions en Afrique noire.

L'Institut international de recherche sur la politique alimentaire prévoit que le nombre d'enfants mal nourris diminuera d'ici à 2020, tombant alors à un peu plus de 150 millions. D'importantes réductions auront lieu en Asie du Sud et en Extrême-Orient alors qu'en Afrique noire, au contraire, leur nombre augmentera, passant à plus de 40 millions.

Nous pensons cependant qu'il est possible de mettre fin à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et à la dégradation des ressources naturelles à condition que l'on prenne des mesures appropriées mettant l'accent sur ces objectifs. De 1996 à 2020, la population mondiale augmentera vraisemblablement d'environ 40 pour cent, atteignant 8 milliards d'habitants. La population de l'Afrique noire doublera pendant cette période et celle de l'Asie s'accroîtra de 1,5 million d'individus.

La croissance démographique, alliée à une rapide urbanisation, à l'augmentation des revenus et aux changements de régime alimentaire, entraînera une augmentation de la demande alimentaire d'environ 80 pour cent de 1990 à 2020 dans les pays en voie de développement, tandis que la demande mondiale de céréales progressera d'environ 55 pour cent. La demande de viande dans les pays

en voie de développement enregistrera une augmentation astronomique de 160 pour cent, tandis que la demande mondiale progressera d'environ 75 pour cent. L'accroissement de la demande de racines et tubercules alimentaires sera légèrement inférieur à celui de la demande de céréales. Il s'agit d'augmentations énormes qui exerceront de fortes pressions sur la production et la commercialisation.

### **Perspectives de la production**

Quelle proportion de la demande la production des pays en voie de développement permettra-t-elle vraisemblablement de satisfaire ? Les importations nettes de céréales des pays en voie de développement, c'est-à-dire la différence entre la demande et la production - se chiffraient à environ 90 millions de tonnes en 1990.

Nous prévoyons qu'elles passeront à 190 millions de tonnes environ, d'ici 2020. Comme on s'attend que la production de cette région continuera d'être insuffisante par rapport à la croissance démographique, on prévoit que les importations nettes de céréales de cette région devront tripler, durant cette période, pour satisfaire la demande.

D'autres recherches récentes de l'IFPRI montrent qu'il existe une très forte corrélation entre les investissements dans l'agriculture des pays en voie de développement et les importations de ces pays. À chaque dollar investi dans la recherche sur l'agriculture d'un pays en voie de développement correspond une augmentation des importations de quatre dollars. Cette augmentation se traduit par un accroissement des exportations des pays industrialisés. Les investissements dans le développement agricole des pays du tiers monde sont donc avantageux pour les pays donateurs.

Les recherches montrent qu'en 2020, les céréales que les pays en développement auront besoin d'importer seront principalement le blé et le maïs. Il y aura également une très importante augmentation des importations nettes de viande du fait de la rapide croissance des pays en voie de développement, surtout en Asie.

Si nos prévisions relatives à la production et aux besoins en matière d'importation sont correctes, la disponibilité de nourriture par tête d'habitant augmentera dans toutes les régions, mais cette augmentation sera très faible en Afrique noire. D'ici 2020, la consommation journalière moyenne par personne n'y sera encore que de 2.100 calories, comparée à 3.000 calories en Asie et à 3.500 calories dans les pays développés.

En dépit des augmentations rapides des prix des céréales qui se sont produites l'année passée, nous estimons que la tendance à long terme des prix réels des produits alimentaires continuera d'être à la baisse. On prévoit que le prix du blé, du riz, du maïs, du boeuf, des racines et des tubercules baissera considérablement, en termes réels, d'ici à 2020.

Les stocks mondiaux de céréales ont sensiblement diminué au cours des dix dernières années. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et le ministère américain du commerce prédisent qu'à la mi-1996, les stocks de céréales ne représenteront qu'environ 14 pour cent de la consommation mondiale annuelle. Cette proportion est inférieure à ce qu'elle était durant la crise alimentaire mondiale de 1973.

La chute rapide des prix des céréales qui s'est produite durant les années 1980 et le début des années 1990 a contribué à l'amenuisement des stocks. Les changements apportés à la politique agricole du Marché commun et à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce y ont également contribué et il est probable que les stocks mondiaux de céréales seront considérablement plus bas à l'avenir qu'ils ne l'étaient précédemment. Cela affectera vraisemblablement la disponibilité de l'aide alimentaire, qui est actuellement à 60 pour cent de son niveau d'il y a trois ans. La diminution des stocks futurs de céréales pourrait se traduire par de plus grandes fluctuations des prix étant donné que les stocks régulateurs disponibles en période de mauvais temps et de production insuffisante seront généralement bas.

### **L'importance de la recherche agricole**

Il est extrêmement important que la recherche agricole ait pour résultat la réduction du prix unitaire à la production afin de rendre les denrées alimentaires accessible aux consommateurs à faible revenu et de permettre aux revenus des producteurs d'augmenter. Les recherches de la « révolution verte » ont réduit d'environ 30 pour cent le coût de production d'une tonne de riz.

Nous avons désespérément besoin d'être mieux renseignés sur la dégradation des terres, tant sur l'ampleur de cette dégradation que sur ses effets sur la productivité et la durabilité du développement. L'épuisement des éléments nutritifs de la plupart des terres agricoles d'Afrique noire pose également de graves problèmes. Des mesures doivent être prises pour que des éléments nutritifs soient ajoutés à ces sols.

De concert avec le Centre international de développement des engrais, l'IFPRI prévoit que l'utilisation des engrais sera beaucoup moins importante, durant les vingt-cinq prochaines années qu'elle ne l'a été durant les trente dernières. Pour l'Afrique noire, elle est totalement insuffisante pour remédier à l'épuisement des éléments nutritifs et assurer l'augmentation de la production dont cette région a besoin.

Il convient de faire beaucoup plus pour mettre au point des méthodes nouvelles de production agricole, y compris une gestion intégrée de la lutte contre les ennemis des récoltes comportant une utilisation beaucoup moins importante de pesticides chimiques.

La disponibilité de l'eau pour soutenir la production agricole actuelle et future est

également très importante. Vingt pays souffraient d'une pénurie d'eau en 1990 et quinze autres risquent de ce trouver dans la même situation d'ici à 2020. Des recherches et autres mesures sont nécessaires pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau.

L'accroissement de la production alimentaire résultera principalement de l'augmentation des rendements. Certaines augmentations auront lieu quand davantage de facteurs de production seront utilisés et que les méthodes de production seront améliorées. Mais l'accélération des investissements dans la recherche agricole est indispensable à l'obtention des augmentations de productivité qui s'avèrent nécessaires.

Les pays en voie de développement à faible revenu investissent moins de 0,5 pour cent de la valeur de leur production agricole dans la recherche agricole, alors que, dans les pays à revenu élevé, le pourcentage dépasse deux pour cent. La situation est particulièrement mauvaise en Afrique noire où le taux de croissance annuelle des dépenses pour la recherche agricole est tombé de 6,8 pour cent dans les années 1960 à zéro ou presque durant les années 1980.

### **Domaines d'action**

L'IFPRI a identifié six domaines d'action. Premièrement, nous devons augmenter de façon sélective la capacité des gouvernements des pays en voie de développement à prendre des mesures appropriées telles que l'établissement des droits de propriété et l'encouragement de la concurrence dans le secteur privé. Nous devons aussi les aider à cesser de s'occuper de domaines dans lesquels le secteur privé ou la société civile peuvent se montrer plus efficaces.

Deuxièmement, nous devons investir davantage dans l'aide aux populations pauvres. Le fait qu'une importante proportion de la population mondiale soit mal nourrie, illettrée, malade et démunie est non seulement immoral, mais mauvais pour les affaires. Nous devons assurer à tous l'accès à l'enseignement primaire, aux soins médicaux primaires, à l'eau potable et à l'hygiène ; donner aux femmes le pouvoir économique ; améliorer l'accès aux ressources productives et développer l'emploi.

Troisièmement, nous devons accélérer la productivité agricole. Les pays en voie de développement doivent accroître leurs dépenses pour la recherche agricole de un pour cent de la valeur de leur production agricole à court terme et tenter de parvenir à deux pour cent à long terme. Les recherches de l'IFPRI montrent qu'il existe un lien très étroit entre l'accroissement de la productivité agricole et la croissance économique générale. L'agriculture est le moteur de la croissance dans les pays à faible revenu ; faisons donc démarrer ce moteur et continuons à le faire tourner.

Quatrièmement, nous devons assurer la durabilité du développement agricole et la bonne gestion des ressources naturelles, améliorer la distribution de l'eau et

l'efficacité de son utilisation, mettre fin à la dégradation des sols, réduire l'utilisation des pesticides chimiques et remettre en état et protéger les pêcheries maritimes. La majorité des pauvres des pays en voie de développement vivent dans les zones rurales et la plupart des habitants des zones rurales vivent dans des régions défavorisées, des endroits ayant un potentiel agricole, mais une pluviosité irrégulière et des sols fragiles. Et pourtant, les investissements, notamment dans la recherche agricole, sont toujours concentrés dans les zones les plus favorisées. Il convient de mettre fin à ce déséquilibre.

Cinquièmement, nous devons réduire le coût de la commercialisation des aliments. Faire parvenir les denrées alimentaires du producteur au consommateur coûte très cher dans les pays en voie de développement à faible revenu.

Sixièmement, nous devons accroître et réorienter l'aide internationale au développement. Il y a un certain nombre d'années, les pays industrialisés avaient décidé de consacrer à l'aide à l'étranger au moins 0,7 pour cent de leur produit national brut (PNB). Peu de pays ont conservé cet objectif. Les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont réduit collectivement leur aide à l'étranger au cours des deux ou trois années passées et le pourcentage de l'aide accordée par les États-Unis est tombé à 0,5 pour cent environ de leur PNB. Nous devons accroître l'aide internationale au développement pour atteindre l'objectif que nous nous étions fixé et en faire bénéficier les pays en voie de développement à faible revenu.

L'aide extérieure à l'agriculture, tant multilatérale que bilatérale, a considérablement décliné, en termes réels, au cours des dix dernières années. Etant donné le lien très étroit qui existe entre l'aide étrangère au développement agricole et la création de marchés d'exportation pour les pays donateurs, il y va de l'intérêt non seulement des pauvres, mais aussi des donateurs d'inverser cette tendance.

Grâce à notre prévoyance et à la fermeté de notre action, nous pourrions créer un monde meilleur pour tous les habitants du globe. Nous avons les connaissances et les compétences requises et possédons encore les ressources nécessaires, y compris les ressources naturelles. Agissons maintenant, alors que nous en avons encore le choix.

---

### [Perspectives économiques](#)

Revue électronique de l'USIA, Volume 1, numéro 6, juin 1996